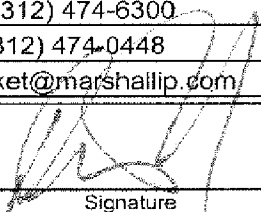


Form PTO-1595 (Rev. 08/05)  
OMB No. 0651-0027 (exp. 6/30/2008)

U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE  
United States Patent and Trademark Office

**RECORDATION FORM COVER SHEET  
PATENTS ONLY**

To the Director of the U.S. Patent and Trademark Office: Please record the attached documents or the new address(es) below.

<b>1. Name of conveying party(ies):</b>  CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE-CNRS  Additional name(s) of conveying party(ies) attached? <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No		<b>2. Name and address of receiving party(ies)</b>  Name: <u>Universite Paris VII</u> Internal Address: _____ Street Address: 2 Place Jussieu Cedex 05, Paris FRANCE  City: _____ State: _____ Country: _____ Zip: _____ Additional name(s) & address(es) attached? <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No	
<b>3. Nature of conveyance/Execution Date(s):</b>  Execution Date(s): <u>March 9, 2006</u> <input type="checkbox"/> Assignment <input type="checkbox"/> Merger <input type="checkbox"/> Change of Name <input type="checkbox"/> Security Agreement <input checked="" type="checkbox"/> Joint Ownership Agreement <input type="checkbox"/> Government Interest Assignment <input type="checkbox"/> Executive Order 9424, Confirmatory License <input checked="" type="checkbox"/> Other <u>Corrective assignment - conveying 50 percent interest of application and patent to assignee</u>			
<b>4. Application or patent number(s):</b> <input type="checkbox"/> This document is being filed together with a new application. A. Patent Application No.(s) <u>10/526,561</u>  Additional numbers attached? <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No		B. Patent No.(s) <u>7,101,337</u>	
<b>5. Name and address to whom correspondence concerning document should be mailed:</b>  Name: <u>David C. Read</u> <u>MARSHALL, GERSTEIN &amp; BORUN LLP</u> Internal Address: <u>Atty. Dkt.: 28944/39304 &amp; 28944/41028</u> Street Address: <u>233 S. Wacker Drive, Suite 6300</u> <u>Sears Tower</u>  City: <u>Chicago</u> State: <u>IL</u> Zip: <u>60606-6357</u> Phone Number: <u>(312) 474-6300</u> Fax Number: <u>(312) 474-0448</u> Email Address: <u>docket@marshallip.com</u>		<b>6. Total number of applications and patents involved:</b> <input type="text" value="2"/>	
		<b>7. Total fee (37 CFR 1.21(h) &amp; 3.41) \$</b> _____ <input type="checkbox"/> Authorized to be charged by credit card <input type="checkbox"/> Authorized to be charged to deposit account <input type="checkbox"/> Enclosed <input checked="" type="checkbox"/> None required (previously paid on March 3, 2008)	
		<b>8. Payment Information</b> a. Credit Card Last 4 Numbers _____ Expiration Date _____ b. Deposit Account Number _____ Authorized User Name _____	
<b>9. Signature:</b>   _____ Signature		<u>April 7, 2008</u> Date	
<u>David C. Read - 39,811</u> Name of Person Signing		Total number of pages including cover sheet, attachments, and documents: <input type="text" value="34"/>	

62198/62844/63030/63582

**CONTRAT VALANT REGLEMENT DE COPROPRIETE  
N° L05173**

**ENTRE**

- 1°) Le **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3 rue Michel-Ange - 75794 PARIS Cedex 16 - France, représenté par son Directeur Général, Monsieur Arnold MIGUS, ci-après dénommé "CNRS",

**D'UNE PART**

**ET**

- 2°) **L'UNIVERSITE PARIS VII (Denis Diderot)**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, située 2 place Jussieu - 75251 PARIS cedex 05, représentée par son Président, Monsieur Benoît EURIN ci-après dénommée "UNIVERSITE PARIS VII"

**D'AUTRE PART**

Le CNRS et l'UNIVERSITE PARIS VII sont ci-après conjointement dénommés "PARTIES" et individuellement "PARTIE".

Les PARTIES agissent tant en leur nom qu'au nom et pour le compte du Laboratoire Ondes et Acoustique, UMR 7587, situé à l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles - Bat. P - 10 Rue Vauquelin - 75231 PARIS Cedex 05, dirigé par Monsieur Mathias FINK, ci-après dénommé "LABORATOIRE".

*25*

---

**PREAMBULE**

- 1 L'équipe de Mathias FINK du LABORATOIRE travaille depuis de nombreuses années dans le domaine du retournement temporel des ondes acoustiques et ultrasonores. Leurs travaux ont été protégés par de nombreux brevets tels que définis ci-dessous (cf. Article "Définitions").

Les applications potentielles de ces brevets concernent l'imagerie médicale d'une manière générale et en particulier la thérapie par ultrasons focalisés. Une application particulière concerne la réalisation d'un appareil destiné à l'élastographie impulsionnelle.

- 2 Pour certains de ces travaux, le CNRS a procédé à titre conservatoire au dépôt de demandes de brevets français destinées à protéger ladite invention.

Enfin, des améliorations visant à l'imagerie en trois dimensions d'un appareil destiné à l'élastographie impulsionnelle ont été découvertes récemment et une demande de brevet français est en cours de dépôt.

- 3 L'UNIVERSITE PARIS VII a fait part au CNRS de sa volonté d'être copropriétaire des demandes de brevet déposées ainsi que de leurs extensions.

- 4 Les PARTIES ont décidé d'explicitier les modalités de cette copropriété dans le présent Contrat.

**EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :****Article Préliminaire – DEFINITION**

Par **BREVETS**, on entend l'ensemble des brevets suivants :

- **BREVETS 1** : la demande de brevet français n° 02 10838 déposée le 2 septembre 2002 sous le titre "*Procédé et dispositif d'imagerie détectant des ondes de cisaillement*" au nom du CNRS et de l'UNIVERSITE PARIS VII et citant comme inventeurs Messieurs Mathias FINK et Mickaël TANTER, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 63030)
- **BREVETS 2** : la demande de brevet français n° 03 09140 déposée le 25 juillet 2003 sous le titre "*Dispositif d'imagerie et de contrôle de champ ondulatoire 3D*" au nom du CNRS et de l'UNIVERSITE PARIS VII et citant comme inventeurs Messieurs Mathias FINK, Gabriel MONTALDO et Mickaël TANTER, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 63582)

---

**CONFIDENTIEL**

- **BREVETS 3** : la demande de brevet français n° 02 06846 déposée le 4 juin 2002 sous le titre "*Retournement temporel itératif*" au nom du CNRS et citant comme inventeurs Messieurs Mathias FINK, Gabriel MONTALDO et Mickaël TANTER, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 62844)
- **BREVETS 4** : la demande de brevet français n° 00 13501 déposée le 20 octobre 2000 sous le titre "*Procédé et dispositif non invasif de focalisation d'ondes acoustiques*" au nom du CNRS et citant comme inventeurs Messieurs Mathias FINK, Jean-François AUBRY, Jean-Louis THOMAS et Mickaël TANTER, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 62198)
- **BREVETS 5** : la demande de brevet français n° 05 03376 déposée le 5 avril 2005 sous le titre "*Procédé et dispositif d'imagerie utilisant des ondes de cisaillement*" au nom du CNRS et de l'UNIVERSITE PARIS VII et citant comme inventeurs Messieurs Mathias FINK, Ralf SINKUS, Michael TANTER et Jeremy BERCOFF, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 000,30-01)
- **BREVETS 6** : la demande de brevet français n° 02 10682 déposée le 28 août 2002 sous le titre "*Procédé non invasif pour obtenir un champ prédéterminé d'ondes acoustiques dans un milieu sensiblement homogène masqué par une barrière osseuse, procédé d'imagerie, et dispositif pour la mise en œuvre de ces procédés*" au nom du CNRS et citant comme inventeurs Messieurs Jean-François AUBRY, Mathias FINK et Mickaël TANTER, ainsi que toutes les divisions ou extensions de celle-ci, tout équivalent étranger et tout brevet en découlant dans quelque pays que ce soit. (DV 62845)

Par **CABINETS**, on entend le cabinet de Conseils en propriété industrielle PLASSERAUD, 84 rue d'Amsterdam – 75009 PARIS, qui a reçu la responsabilité d'établir tous les documents pour la préparation, le dépôt, l'extension, la délivrance et le maintien en vigueur des BREVETS, ses correspondants étrangers, et éventuellement la société de service en charge du recouvrement des taxes de maintien.

Par **DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**, on entend la date de dépôt de la première demande de BREVET, soit le 20 octobre 2000.

Par **FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE**, on entend exclusivement les frais directs engagés pour les opérations de préparation, de dépôt, d'extension, de délivrance et de maintien en vigueur des BREVETS et facturés par les CABINETS. Les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ne comprennent pas les frais exceptionnels, comme en particulier les frais engagés dans des procédures d'actions en contrefaçon initiées par une (les) PARTIE(S) pour la défense des BREVETS.

Par **INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**, on entend toute information confidentielle ou toute information protégée, appartenant aux PARTIES ou à l'une des PARTIES, relative à l'invention protégée par les BREVETS, ou relative au savoir-faire permettant la mise en œuvre des BREVETS, que sa forme soit écrite, graphique, orale, ou autre.

Par **ORGANISME VALORISATEUR**, on entend la PARTIE choisie et qui a accepté d'identifier et de contacter des partenaires potentiels pour l'exploitation des BREVETS, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires à ladite exploitation.

Par **RESPONSABLE DES BREVETS**, on entend la PARTIE choisie, et qui a accepté, la mission de gérer l'ensemble des opérations liées à la préparation, au dépôt, à l'extension, à la délivrance et au maintien en vigueur des BREVETS.

Par **REVENUS D'EXPLOITATION**, on entend les sommes de toute nature perçues au titre de l'exploitation (notamment concession de licences ou de cessions de droits) des BREVETS, et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, les sommes forfaitaires, les minima garantis, les redevances, les éventuelles plus-values perçues par l'ORGANISME VALORISATEUR sur les cessions d'éventuelles valeurs mobilières acquises par ledit ORGANISME VALORISATEUR au titre de prises de participation dans le capital de jeunes sociétés en contrepartie de la concession de droits d'exploitation sur tout ou partie des BREVETS, et tout revenu similaire. Les REVENUS D'EXPLOITATION ne comprennent pas les revenus issus des contrats de collaboration de recherche qui seront versés directement à la (aux) PARTIE(S) participant à ladite collaboration.

Les mots au singulier peuvent s'entendre au pluriel et réciproquement.

#### Article 1 - OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT

Par le présent Contrat, les PARTIES souhaitent formaliser les règles applicables à l'exploitation des BREVETS et les droits et obligations en résultant pour chacune d'entre elles.

#### Article 2 – PROPRIETE DES BREVETS

- 2.1 En tant que co-tutelles du LABORATOIRE, les PARTIES sont copropriétaires des BREVETS à parts égales.
- 2.2 Les BREVETS 1 et 2 et 5 ont été déposés aux noms du CNRS et de l'UNIVERSITE PARIS VII et sont la copropriété à parts égales des PARTIES.

Le BREVET 6 a été déposé en France au seul nom du CNRS et étendu aux noms conjoints des PARTIES.

CONFIDENTIEL

☺

- 2.3 Les BREVETS 3 et 4 ont été déposés au seul nom du CNRS, bien que l'UNIVERSITE PARIS VII ait participé pour moitié à leur développement.

Par le présent Contrat, le CNRS cède gratuitement 50 % (cinquante pour cent) de sa quote-part des BREVETS 3 et 4 à l'UNIVERSITE PARIS VII, ainsi que 50 % (cinquante pour cent) de la demande française du BREVET 6 et du droit de priorité associé.

### Article 3 - DEPOT, DELIVRANCE ET MAINTIEN EN VIGUEUR DES BREVETS

- 3.1 Les PARTIES conviennent d'un commun accord de confier au CNRS la charge de RESPONSABLE DES BREVETS.

- 3.2 Au cas où le RESPONSABLE DES BREVETS souhaiterait abandonner son rôle de RESPONSABLE DES BREVETS, il devra le notifier à l'autre PARTIE avant la prochaine échéance de procédure de Propriété Industrielle afin que cette dernière puisse reprendre cette responsabilité, si elle le souhaite.

- 3.3 Le RESPONSABLE DES BREVETS s'engage à consulter l'autre PARTIE avant d'entreprendre toute action relative aux procédures ou sur le choix des procédures relatives à l'un quelconque des BREVETS. L'autre PARTIE devra recevoir copie de tout document relatif aux dites procédures suffisamment à l'avance pour lui permettre de soumettre ses commentaires avant échéance.

Le défaut de réponse dans les 30 (trente) jours suivant réception de ces documents par l'autre PARTIE sera présumé valoir acceptation de la proposition du RESPONSABLE DES BREVETS.

De plus, le RESPONSABLE DES BREVETS s'engage à ne pas entreprendre de FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE exceptionnels pour l'un quelconque des BREVETS, et notamment pour les procédures d'appels, d'interférences, d'oppositions, de réexamens ou de reissues, sans le consentement préalable écrit de l'autre PARTIE.

- 3.4 Nonobstant l'Article 3.3, les PARTIES s'accordent d'ores et déjà pour mettre en place une protection minimale par la voie d'une demande internationale tous pays.

- 3.5 Si l'une des PARTIES :

- décide d'abandonner un des BREVETS, ou
- ne souhaite pas participer à l'extension ou à la poursuite de la procédure dans un pays particulier,
- ne souhaite pas entreprendre de FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE exceptionnels, ou

CONFIDENTIEL

- avant la réception d'une facture, ne souhaite plus payer sa quote-part des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE pour les BREVETS,  
elle le notifie par écrit à l'autre PARTIE avant la prochaine échéance de procédure de Propriété Industrielle, et abandonnera par écrit à l'autre PARTIE sa quote-part de propriété sur lesdits BREVETS et s'engage à ne réclamer aucun droit de propriété sur lesdits BREVETS abandonnés. L'abandon desdits droits prend effet à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.

Le cas échéant, la PARTIE qui abandonne sa quote-part s'engage à fournir à l'autre PARTIE toutes les signatures et documents nécessaires à la poursuite de la procédure de l'un quelconque des BREVETS abandonnés.

De plus, les PARTIES s'engagent à ce que les membres de leurs personnels cités comme inventeurs fournissent les signatures nécessaires et prennent les mesures nécessaires au dépôt et au maintien en vigueur des BREVETS.

- 3.6 Si l'une des PARTIES décide d'abandonner ses droits sur les BREVETS dans un pays, les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE payés pour ce pays par cette PARTIE antérieurement à sa décision d'abandon ne pourront en aucun cas être remboursés. A moins que les PARTIES n'en disposent autrement, ladite PARTIE ne recevra plus aucun REVENU D'EXPLOITATION sur lesdits BREVETS à compter de la réception de la notification par la PARTIE destinataire.
- 3.7 A moins que les PARTIES n'en conviennent ensemble autrement, les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE seront pris en charge par les PARTIES de la manière suivante :
- 50 % (cinquante pour cent) par le CNRS,
  - 50 % (cinquante pour cent) par l'UNIVERSITE PARIS VII.
- 3.8 A compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, l'UNIVERSITE PARIS VII s'engage à rembourser au CNRS 50 % (cinquante pour cent) du montant des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE engagés par le CNRS seul jusqu'à la date de signature du présent Contrat pour les BREVETS sous réserve que le CNRS fournisse à l'UNIVERSITE PARIS VII les justificatifs nécessaires à sa demande de remboursement.  
Ce remboursement sera dû 45 (quarante cinq) jours après réception de la facture correspondante par l'UNIVERSITE PARIS VII.
- 3.9 A compter de la date de signature du présent Contrat, le CABINET facturera les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE directement à chacune des PARTIES.

CONFIDENTIEL

12

---

#### Article 4 - EXPLOITATION ET UTILISATION DES BREVETS

##### 4.1 Exploitation directe :

Les PARTIES seront libres de fabriquer ou utiliser l'invention objet des BREVETS à titre expérimental exclusivement, seules ou en collaboration avec des tiers académiques sous réserve d'en informer l'autre PARTIE préalablement à toute collaboration.

##### 4.2 Exploitation indirecte :

4.2.1 a) Les PARTIES conviennent de désigner le CNRS comme ORGANISME VALORISATEUR.

b) Si l'ORGANISME VALORISATEUR ne souhaitait plus assumer la charge d'ORGANISME VALORISATEUR, il le notifiera immédiatement à l'autre PARTIE afin qu'elle puisse reprendre cette mission, si elle le souhaite.

4.2.2 A moins que les PARTIES n'en conviennent ensemble autrement, l'ORGANISME VALORISATEUR pourra seul négocier et signer des accords de secret et/ou des accords de transfert de matériel ayant pour objet les BREVETS ou le savoir-faire associé aux BREVETS, avec des tiers, en particulier industriels. Le RESPONSABLE DES BREVETS donnera une copie de ces accords signés à l'autre PARTIE.

L'ORGANISME VALORISATEUR agit pour le compte des ETABLISSEMENTS tel que mentionné dans les accords d'exploitation portant sur les BREVETS.

En outre, seul l'ORGANISME VALORISATEUR pourra négocier et rédiger les contrats d'exploitation des BREVETS. Le premier projet de contrat ainsi que les projets intermédiaires comportant des modifications significatives seront notifiés par l'ORGANISME VALORISATEUR à l'autre PARTIE pour accord.

Le silence gardé par l'autre PARTIE à l'expiration d'un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification vaudra acceptation tacite de sa part des termes du projet de contrat et ladite PARTIE s'engage alors à signer le contrat.

Sauf accord contraire spécifique entre les PARTIES, toutes les PARTIES signeront tout contrat d'exploitation portant sur les BREVETS et en recevront un original.

4.2.3 Sous réserve d'une notification adressée à l'ORGANISME VALORISATEUR, l'autre PARTIE pourra proposer à l'ORGANISME VALORISATEUR des licenciés ou cessionnaires potentiels pour l'exploitation des BREVETS.

---

CONFIDENTIEL



4.2.4 A moins que les PARTIES n'en conviennent ensemble autrement, tous les contrats portant sur les BREVETS stipuleront que les licenciés verseront directement à l'ORGANISME VALORISATEUR les REVENUS D'EXPLOITATION.

4.2.5 L'ORGANISME VALORISATEUR répartira les REVENUS D'EXPLOITATION de la manière suivante :

- remboursement aux PARTIES des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE qu'elles ont engagés,
- intéressement des inventeurs conformément à l'Article R. 611-14-1 du Code de la propriété intellectuelle,
- part revenant au LABORATOIRE, selon les règles en vigueur au CNRS,
- prélèvement de 10 % (dix pour cent) au titre des frais de valorisation pour l'ORGANISME VALORISATEUR,

puis il répartira la somme restante entre les PARTIES à hauteur de leurs quotes-parts de copropriété telles que définies à l'Article 2.

4.2.6 En cas d'accord d'exploitation avec un partenaire industriel, l'ORGANISME VALORISATEUR s'engage à faire ses meilleurs efforts pour faire supporter à ce dernier la totalité des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE.

#### Article 5 – COMPTABILITE

5.1 L'ORGANISME VALORISATEUR communiquera chaque année, dans les 30 (trente) jours suivant la clôture de ses comptes, soit le 31 janvier au plus tard, à l'autre PARTIE, un état des REVENUS D'EXPLOITATION perçus conformément à l'Article 4.2.4 au titre de l'exploitation des BREVETS. Au vu de cet état, l'autre PARTIE établira une facture indiquant :

- le total des REVENUS D'EXPLOITATION pour l'année considérée,
- les taux applicables tels que prévus à l'Article 4.2.5,
- les sommes dues par l'ORGANISME VALORISATEUR, à chacune des PARTIES.

Dans le cas où aucune transaction commerciale ne serait effectuée, l'ORGANISME VALORISATEUR devra néanmoins adresser à l'autre PARTIE, dans les 30 (trente) jours suivant la date de clôture de ses comptes, soit le 31 janvier au plus tard, un état attestant l'absence de toute opération durant l'année considérée.

5.2 Les sommes dues par l'ORGANISME VALORISATEUR devront être versées en Euros, à la personne et à l'adresse bancaire indiquées ci-dessous :

- Pour le CNRS : les paiements seront faits par virement bancaire, dans les 45 (quarante cinq) jours à compter de la réception de la facture, à l'ordre de l'Agent Comptable Secondaire du CNRS, Délégation Paris Michel-Ange - Paierie Générale Paris - Code Banque 10071 - Code Guichet N° 75200 - Compte N° 20001000505 -- Clé 24.

CONFIDENTIEL

102

- Pour l'UNIVERSITE PARIS VII: les paiements seront faits par virement bancaire, dans les 45 (quarante cinq) jours à compter de la réception de la facture, à l'ordre de l'Agent Comptable de l'Université Paris 7 Denis-Diderot, au compte Recette Générale des Finances de Paris – Code banque 10071 – Code guichet 75000 – N° compte 1005795 – élé RIB 58.
- 5.3 Les sommes dues par l'ORGANISME VALORISATEUR à l'autre PARTIE seront majorées des taxes légales en vigueur à la date de leur échéance, notamment de la T.V.A. si elle est applicable.

#### Article 6 - CESSION

- 6.1 Chaque PARTIE pourra céder à tout moment sa quote-part de propriété de tout ou partie des BREVETS. La PARTIE cédante devra au préalable notifier l'autre PARTIE de son intention de céder lesdits droits, et lui transmettre le nom, l'adresse du cessionnaire potentiel et les conditions financières de la cession. L'autre PARTIE aura alors un droit de préemption pendant une période de 60 (soixante) jours à compter de la réception de ladite notification. L'autre PARTIE ne pourra refuser le cessionnaire que si elle peut raisonnablement démontrer par écrit, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification, qu'une cession avec un tel cessionnaire créerait un conflit sérieux avec ses statuts, activités et/ou missions.

Les modalités de cession des BREVETS à un tiers ne devront en aucun cas être plus favorables que celles proposées à l'autre PARTIE.

- 6.2 Dans l'hypothèse d'une cession à un tiers, l'acte de cession devra stipuler que le cessionnaire s'engage à assumer l'ensemble des obligations incombant au cédant du fait du présent Contrat.

#### Article 7 - CONFIDENTIALITE

- 7.1 Les PARTIES s'engagent à respecter et à maintenir strictement confidentielles toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES reçues de l'autre PARTIE.
- 7.2 Les PARTIES s'engagent à faire prendre le même engagement de confidentialité concernant les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES par leur personnel et toute personne attachée à leur service à quelque titre que ce soit.
- 7.3 Les PARTIES s'engagent à ne pas déposer une demande de brevet ou à revendiquer tout autre titre de propriété intellectuelle incluant les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES reçues de l'autre PARTIE.
- 7.4 Les engagements de confidentialité liant les PARTIES du fait du présent Contrat ne s'appliquent pas à l'utilisation ou la divulgation d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES pour lesquelles la PARTIE qui les reçoit peut démontrer :

CONFIDENTIEL

- 
- a) qu'elles ont été divulguées après obtention préalable de l'autorisation de la PARTIE propriétaire, ou que la divulgation a été réalisée par la PARTIE propriétaire, ou
  - b) qu'elles appartaient au domaine public au moment de leur divulgation ou qu'elles ont été publiées ou mises à la disposition du public, de quelque manière que ce soit, sans action ou faute de sa part, ou
  - c) qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite sans violation du présent Contrat, ou
  - d) qu'à la date de leur communication par la PARTIE propriétaire, elle était déjà en possession de celles-ci, ou
  - e) que leur divulgation a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale.
- 7.5 Les PARTIES conviennent par le présent Contrat que toute divulgation à un tiers d'une quelconque INFORMATION CONFIDENTIELLE en relation avec l'invention protégée par les BREVETS, notamment la divulgation à un licencié ou à un cessionnaire potentiel, sera précédée par la signature d'un accord de secret dont les modalités et les conditions seront similaires à celles du présent Article.
- 7.6 Le présent Article restera en vigueur pendant 5 (cinq) ans après l'expiration ou la résiliation anticipée du présent Contrat.

#### Article 8 - CONTREFAÇON - VALIDITE DES BREVETS

- 8.1 En cas d'actions en contrefaçon engagées par un tiers contre les BREVETS, de déclarations d'invalidité, ou de contrefaçon des BREVETS par un tiers, les PARTIES se concerteront afin de déterminer d'un commun accord la stratégie à tenir.
- 8.2 Dans le cas où un consensus ne pourrait être obtenu, chacune des PARTIES pourra exercer seule et à ses propres frais les actions qui lui paraîtront opportunes, étant entendu que, dans ce cas, les indemnités résultant desdites actions allouées par la juridiction délibérante seront intégralement et irrévocablement la propriété de la PARTIE agissante.
- 8.3 La PARTIE n'ayant pas engagé d'action s'engage à fournir tous les documents, pouvoirs ou informations qui seraient nécessaires à la PARTIE engageant des poursuites pour les actions susvisées.

---

CONFIDENTIEL

PK

---

**Article 9 – RESILIATION**

Le présent Contrat sera résilié de plein droit au cas où l'une des PARTIES deviendrait seule propriétaire de l'ensemble des BREVETS, sous réserve des dispositions de l'Article 2.3 concernant les BREVETS 3 et 4.

**Article 10 – TRANSFERT DU CONTRAT**

Le présent Contrat est personnel, intransmissible et incessible sous réserve des stipulations de l'Article 6.

**Article 11 – RENONCIATION**

Le fait pour l'une des PARTIES de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre PARTIE à l'une quelconque des obligations visées dans le présent Contrat ne saurait être interprété pour l'avenir comme valant renonciation à l'obligation en cause.

**Article 12 – LOI APPLICABLE - LITIGES**

- 12.1 Le présent Contrat est régi par les lois et règlements français.
- 12.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou lors de l'exécution du présent Contrat, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.
- 12.3 En cas de désaccord persistant, de plus de 3 (trois) mois, à compter de la première notification concernant le différend, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.
- 12.4 Le présent Article demeurera en vigueur notwithstanding l'expiration ou la résiliation du présent Contrat.

**Article 13 – INTEGRALITE DU CONTRAT**

Le présent Contrat exprime l'intégralité des obligations des PARTIES et ne pourra être modifié que par un accord écrit entre les PARTIES. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les PARTIES ne pourra s'intégrer au présent Contrat.

---

CONFIDENTIEL

ix

---

**Article 14 – INVALIDITE D'UNE CLAUSE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement - et en particulier du droit de l'Union Européenne - ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée et les PARTIES procéderont sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent Contrat.

**Article 15 – TITRES**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

**Article 16 – INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL DES BREVETS**

- 16.1 Le RESPONSABLE DES BREVETS inscrira le présent Contrat au Registre National des Brevets, tenu par l'Institut National de la Propriété Industrielle, et aux registres nationaux des brevets tenus par les offices nationaux de Propriété Industrielle concernés par les BREVETS.
- 16.2 Le RESPONSABLE DES BREVETS pourra si nécessaire être enregistré auprès de l'Office National de Brevet compétent pour les BREVETS.
- 16.3 Les coûts des inscriptions prévues aux Articles 16.1 et 16.2 seront considérés comme des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE.

**Article 17 – NOTIFICATIONS**

Toute notification requise au titre du présent Contrat sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la PARTIE concernée à l'adresse suivante :

Pour le CNRS :  
CNRS  
Délégation Aux Entreprises  
3, rue Michel-Ange  
75794 PARIS Cedex 16

Pour l'UNIVERSITE PARIS VII :  
Université Paris VII - Denis Diderot  
Présidence - BVR1  
2 place Jussieu  
75251 PARIS cedex 05

---

CONFIDENTIEL

pa

Article 18 - DUREE

Le présent Contrat prendra effet rétroactivement à sa DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, et restera en vigueur, sauf résiliation anticipée, jusqu'à l'expiration ou l'abandon du dernier des BREVETS.

Fait en 2 (deux) exemplaires originaux rédigés en français, dont 1 (un) pour chaque PARTIE.

Fait à  
Le

09 MARS 2006

**Marc J. LEDOUX**



Monsieur Arnold MIGUS  
Directeur Général du CNRS

Fait à  
Le

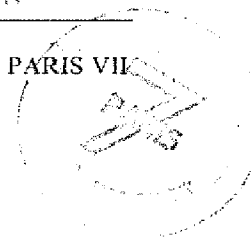
*Paris*

**21 FEV. 2006**

Le Président de l'Université  
Paris 7 - Denis Diderot

Benoît EURIN

Monsieur Benoît EURIN  
Président de l'UNIVERSITE PARIS VII



CONFIDENTIEL



I, Ms Dejardins of Cabinet PLASSERAUD, 52 rue de la Victoire – 75440 PARIS CEDEX 09, do hereby certify that I am conversant with French and English languages and that to the best of my knowledge and belief the accompanying document entitled “Contrat valant Règlement de Copropriété n° L05173” is a true translation of the authentic French-Language document attached herewith.

Paris, February 4, 2007

Bérénice DEJARDINS

---

62198/62844/63030/63582

**CONTRACT TANTAMOUNT TO JOINT OWNERSHIP RULES AND  
REGULATIONS NO.05173**

**BETWEEN**

- 1°) The **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE** (National Centre for Scientific Research), a public establishment of a scientific and technological nature, whose registered office is at 3 rue Michel-Ange - 75794 PARIS Cedex 16 - France, represented by its Managing Director, Mr Arnold MIGUS, hereinafter designated as "CNRS",

**PARTY OF THE FIRST PART,**

**AND**

- 2°) The **UNIVERSITE PARIS VII (Denis Diderot)**, a public establishment of a scientific, cultural and professional nature, located at 2 place Jussieu - 75251 PARIS cedex 05, represented by its President, Mr Benoit EURIN, hereinafter designated as "UNIVERSITE PARIS VII"

**PARTY OF THE SECOND PART.**

The CNRS and the UNIVERSITE PARIS VII shall be hereinafter collectively designated as the "**PARTIES**" and individually as a "**PARTY**".

The PARTIES are acting both in their own name and in the name and in behalf of the Laboratoire Ondes et Acoustique, UMR 7587, located at l'Ecole Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles - Bat. P - 10 Rue Vauquelin - 75231 PARIS Cedex 05, headed by Mr Mathias FINK, hereinafter designated as the "**LABORATORY**".



**PREAMBLE**

- 1 Mathias FINK's team from the LABORATORY has worked for many years in the field of time turnaround of acoustic and ultrasound waves. Their work has been protected by numerous patents as defined below (cf. the Article concerning "Definitions")

The potential applications of those patents concern medical imagery generally, and in particular therapy by means of focused ultrasound. A particular application concerns realisation of a device intended for pulsed elastography.

- 2 For certain such work, the CNRS, on a protective basis, has filed applications for French patents aimed at protecting the said invention.

Finally, improvements relating to three-dimensional imagery of a device intended for pulsed elastography have been discovered recently, and an application for a French patent is being filed.

- 3 The UNIVERSITE PARIS VII has informed the CNRS of its desire to be a joint owner of the patent applications filed as well as of their extensions.
- 4 The PARTIES have decided to spell out the procedures of such joint ownership in the present Contract

**NOW THEREFORE THE PARTIES HEREBY ENTER INTO THE FOLLOWING AGREEMENT:****Preliminary article - DEFINITION**

The term **PATENTS** means all of the following patents:

- **PATENTS 1:** French patent application no. 02 10838, filed on 2 September 2002 under the title "*Imagery process and device detecting shear waves*" in the name of the CNRS and of the UNIVERSITE PARIS VII and mentioning, as inventors, Mr Mathias FINK and Mr Mickaël TANTER, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 63030)
- **PATENTS 2:** French patent application no. 03 09140, filed on 25 July 2003 under the title "*Device for imagery and checking on a 3D undulatory field*" in the name of the CNRS and of the UNIVERSITE PARIS VII, and mentioning, as inventors, Mr Mathias FINK, Mr Gabriel MONTALDO and Mr Mickaël TANTER, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 63582)

---

CONFIDENTIAL

**PATENTS 3:** French patent application no. 02 06846 filed on 4 June 2002 under the title "*Iterative time turnaround*" in the name of the CNRS and mentioning, as inventors, Mr Mathias FINK, Mr Gabriel MONTALDO and Mr Mickaël TANTER, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 62844)

**PATENTS 4:** French patent application no. 00 13501, filed on 20 October 2000 under the title "*Non-intrusive process and device for focusing sound waves*" in the name of the CNRS and mentioning, as inventors, Mr Mathias FINK, Mr Jean-Francois AUBRY, Mr Jean-Louis THOMAS and Mr Mickaël TANTER, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 62198)

**PATENTS 5:** French patent application no. 05 03376, filed on 5 April 2005 under the title "*Imagery process and device using shear waves*" in the name of the CNRS and of the UNIVERSITE PARIS VII, and mentioning, as inventors, Mr Mathias FINK, Mr Ralf SINKUS, Mr Michael TANTER and Mr Jeremy BERCOFF, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 00030-01)

- **PATENTS 6:** French patent application no. 02 10682, filed on 28 August 2002 under the title "*Non-intrusive process for obtaining a predetermined field of sound waves in an essentially homogenous milieu masked by a bony barrier, imagery process, and device for implementation of such processes*" in the name of the CNRS and mentioning, as inventors, Mr Jean-Francois AUBRY, Mathias FINK and Mickaël TANTER, as well as all divisions or extensions thereof, any foreign equivalent and any resulting patent in any country whatsoever. (DV 62845)

The term **FIRMS** means the PLASSERAUD industrial property consulting firm, 84 rue d'Amsterdam - 75009 PARIS, which has been made responsible for establishing all documents for preparation, filing, extension, issue and maintenance in effect of the PATENTS, its foreign correspondents, and, if the case arises, the service company responsible for collecting the maintenance taxes.

The term **EFFECTIVE DATE** means the filing date of the first PATENT application, namely 20 October 2000.

The term **INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES** means solely the direct expenses incurred for the operations involved in preparation, filing, extension, issue and maintenance in effect of the PATENTS, and invoiced for by the FIRMS.

The **INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES** do not include the extraordinary expenses, such as in particular the expenses incurred in connection with the actions for infringement filed by the PARTIES or one of the PARTIES for defence of the PATENTS.

---

CONFIDENTIAL

The term **CONFIDENTIAL INFORMATION** means any confidential information or any protected information belonging to the PARTIES or to one of them relative to the inventions protected by the PATENTS, or relative to the know-how making it possible to use the PATENTS, whether it be in written, graphic, oral or some other form.

The term **DEVELOPMENT ENTITY** means the PARTY chosen and agreeing to identify and to contact potential partners for exploitation of the PATENTS, as well as to take all steps required for such exploitation.

The term **PATENTS MANAGER** means the PARTY chosen and agreeing to carry out the task of managing all operations connected with preparation, filing, extension, issue and maintenance in effect of the PATENTS.

The term **OPERATING INCOME** means the amounts of all kinds received from exploitation (particularly grants of licences or transfers of rights) of the PATENTS, and in particular but not only the package amounts, the guaranteed minimums, the fees, the capital gains if any received by the DEVELOPMENT ENTITY on possible disposals of securities acquired by the said DEVELOPMENT ENTITY in connection with acquisition of holdings in the capital of young companies in exchange for a grant of rights to exploit all or part of the PATENTS, and any similar revenue. The OPERATING INCOME does not include the income resulting from research collaboration contracts to be paid directly to the PARTY or PARTIES taking part in the said collaboration.

Words in the singular may be understood in the plural and vice versa.

#### Article 1 - **OBJECT AND SCOPE OF THE CONTRACT**

By means of the present Contract, the PARTIES wish to formalise the rules applicable to exploitation of the PATENTS and the rights and obligations resulting there from for each of them.

#### Article 2 - **OWNERSHIP OF THE PATENTS**

- 2.1 In connection with their joint guardianship of the LABORATORY, the PARTIES are the joint owners of the PATENTS in equal shares.
- 2.2 PATENTS 1, 2 and 5 were filed in the names of the CNRS and of the UNIVERSITE PARIS VII, and are the joint property of the PARTIES in equal shares.

PATENT 6 was filed in France solely in the name of the CNRS and was extended to the PARTIES' joint names.

---

CONFIDENTIAL

- 2.3 PATENTS 3 and 4 were filed solely in the name of the CNRS, even though the UNIVERSITE PARIS VII took part to an extent of one half in their development.

Under the present Contract, the CNRS transfers, without charge, 50% (fifty percent) of its share of PATENTS 3 and 4 to UNIVERSITE PARIS VII, as well as 50% (fifty percent) of French PATENT application 6 and of the associated priority right.

### Article 3 - FILING, DELIVERY AND MAINTENANCE OF THE PATENTS IN EFFECT

- 3.1 The PARTIES agree to entrust the CNRS with the task of acting as PATENTS MANAGER.
- 3.2 In case the PATENTS MANAGER wishes to give up his role as PATENTS MANAGER, he shall have to serve notice of this fact on the other PARTY before the next due date of Industrial Property proceedings so that the said other PARTY can take over this responsibility, if it so desires.
- 3.3 The PATENTS MANAGER undertakes to consult the other PARTY before undertaking any action relative to the proceedings or concerning the choice of proceedings relative to any one whatsoever of the PATENTS. The other PARTY shall have to receive a copy of any document relative to the said proceedings with sufficient notice to enable it to make its comments before due date.  
Lack of response within 30 (thirty) days following receipt of the said documents by the other PARTY shall be taken as tantamount to acceptance of the proposal made by the PATENTS MANAGER.
- Moreover the PATENTS MANAGER undertakes not to incur any extraordinary industrial property expenses for any one whatsoever of the PATENTS, and in particular for appeals proceedings, interference, protest, reconsideration or reissues, without the other PARTY's written and advance consent.
- 3.4 Notwithstanding Article 3.3, the PARTIES hereby agree to install minimum protection by way of an international application all countries.
- 3.5 If one the PARTIES:
- decides to abandon one of the PATENTS, or
  - does not wish to take part in extension or continuation of the proceedings in a particular country,
  - does not wish to incur any extraordinary INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES, or

---

CONFIDENTIAL

— before receipt of an invoice, no longer wishes to pay its shares of the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES for the PATENTS, it serves notice thereof in writing on the other PARTY before the next due date in connection with the Industrial Property procedure, and it must send the other PARTY a written waiver of its share of ownership to the said PATENTS, and it must undertake not to claim any ownership rights to the said abandoned patents. The abandonment of the said rights becomes effective as of the time of receipt of the notification by the other addressee PARTY.

If the case arises, the PARTY abandoning its share undertakes to provide the other PARTY with all signatures and documents required for continuation of the proceedings in connection with any one whatsoever of the abandoned PATENTS.

Moreover the PARTIES pledge that the members of their staff mentioned as inventors will provide the required signatures and take the steps required for filing and maintenance in effect of the PATENTS.

- 3.6 If one the PARTIES decides to abandon its rights to the PATENTS in a given country, the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES paid for the said company by the said PARTY prior to its decision to abandon its rights may not be refunded in any case. Unless the PARTIES provide otherwise, the said PARTY shall not receive any further operating income in connection with the said PATENTS starting with the time of receipt of the notification by the addressee PARTY.
- 3.7 Unless the PARTIES agree otherwise, the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES shall be paid by the PARTIES as follows:
- 50% (fifty percent) by the CNRS.
  - 50% (fifty percent) by UNIVERSITE PARIS VII.
- 3.8 Starting with the EFFECTIVE DATE, UNIVERSITE PARIS VII undertakes to reimburse the CNRS for 50% (fifty percent) of the amount of the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES incurred by the CNRS alone until the date of signature of the present Contract for the PATENTS, as long as the CNRS provides UNIVERSITE PARIS VII with the supporting documentation needed for its request for reimbursement. The said reimbursement shall be payable 45 (forty-five) days after receipt of the invoice in question by UNIVERSITE PARIS VII.
- 3.9 Starting with the date of signature of the present Contract, the FIRM shall invoice each of the PARTIES directly for the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES.

---

CONFIDENTIAL

---

Article 4 - EXPLOITATION AND USE OF THE PATENTS

4.1 Direct exploitation

The PARTIES shall be free to make or to use the invention that is the object of the PATENTS solely on an experimental basis, alone or in cooperation with academic third parties, as long as they so inform the other PARTY prior to any collaboration.

4.2 Indirect exploitation

4.2.1 a) The PARTIES agree to designate the CNRS as the DEVELOPMENT ENTITY.

b) If the DEVELOPMENT ENTITY no longer wishes to act as DEVELOPMENT ENTITY, it must immediately inform the other PARTY of that fact so that it can take over the said assignment, if it so desires.

4.2.2 Unless the PARTIES agree otherwise, the DEVELOPMENT ENTITY alone shall be entitled to negotiate and sign secrecy agreements and/or agreements relating to transfer of equipment relating to the PATENTS or to the know-how associated with the PATENTS, with third parties, in particular manufacturers. The PATENTS MANAGER shall provide the other PARTY with a copy of the said signed agreements.

The DEVELOPMENT ENTITY acts on behalf of the ESTABLISHMENTS as mentioned in the exploitation agreements bearing on the PATENTS.

Furthermore only the DEVELOPMENT ENTITY shall be entitled to negotiate and establish the contracts concerning exploitation of the PATENTS. The first draft contract as well as the intermediate projects containing significant modifications shall be served by the DEVELOPMENT ENTITY on the other PARTY for approval.

Silence of the other PARTY at the end of a period of 30 (thirty) days starting with the time of the notification shall be tantamount to its tacit acceptance of the terms of the draft project, and the said PARTY then undertakes to sign the contract.

Saving specific agreement to the contrary between the PARTIES, all of the PARTIES shall sign any exploitation contract bearing on the PATENTS, and shall receive an original thereof.

4.2.3 Subject to notification sent to the DEVELOPMENT ENTITY, the other PARTY shall be entitled to propose potential licensees and assignees for exploitation of the PATENTS to the DEVELOPMENT ENTITY.

---

CONFIDENTIAL

4.2.4 Unless the PARTIES agree otherwise, all of the contracts bearing on the PATENTS must stipulate that the licensees shall pay the OPERATING INCOME directly to the DEVELOPMENT ENTITY.

4.2.5 The DEVELOPMENT ENTITY shall distribute the OPERATING INCOME as follows:

- reimbursement of the PARTIES for the INDUSTRIAL PROPERTY expenses that they have incurred,
- profit-sharing of the inventors pursuant to Article R. 611-14-1 of the Code of Intellectual Property,
- share due to the LABORATORY, according to the rules in effect at the CNRS,
- deduction of 10% (ten percent) for the development expenses for the DEVELOPMENT ENTITY,

and it shall then divide the remaining amount between the PARTIES in accordance with their joint ownership shares as defined in Article 2.

4.2.6 In case of an exploitation agreement with an industrial partner, the DEVELOPMENT ENTITY undertakes to make its best efforts to have that partner pay all of the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES.

#### Article 5 - ACCOUNTING

5.1 The DEVELOPMENT ENTITY shall provide the other PARTY every year, within 30 (thirty) days following its financial closeout date, namely by 31 January at the latest, with a report concerning the OPERATING INCOME received in accordance with Article 4.2.4 for exploitation of the PATENTS. In the light of the said report, the other PARTY shall establish an invoice indicating:

- the total OPERATING INCOME for the year in question,
- the applicable rates as provided for in Article 4.2.5,
- the amounts due from the DEVELOPMENT ENTITY to each of the PARTIES.

In case no commercial transactions have been made, the DEVELOPMENT ENTITY shall nevertheless have to send a report attesting to the absence of any operations during the year in question to the other PARTY, within 30 (thirty) days following the date of the end of its financial year, namely on 31 January at the latest.

5.2 The amounts due from the DEVELOPMENT ENTITY shall have to be paid in Euros, to the person and at the banking address indicated below:

- For the CNRS: the payments shall be made by bank transfer, within 45 (forty-five) days following receipt of the invoice, to the order of the Agent Comptable Secondaire du CNRS, Delegation Paris Michel-Ange - Paierie Generale Paris - Bank Code 10071 - Sort Code No. 5200 - Account No. 20001000505 - "Key" 24.

---

CONFIDENTIAL

For UNIVERSITE PARIS VII: the payments shall be made by bank transfer, within 45 (forty-five) days starting with receipt of the invoice, to the order of the Agent Comptable de l'Universite Paris 7 Denis-Diderot, in the Recette Generale des Finances de Paris account - Bank Code 10071 - Sort Code 75000 - Account No. 1005795 - RIB "Key" 58.

- 5.3 The amounts due from the DEVELOPMENT ENTITY to the other PARTY shall be increased by the legal taxes in effect on their due dates, particularly by VAT, if applicable.

#### Article 6 - TRANSFER

- 6.1 Each PARTY may transfer, at any time, its share of ownership of all or part of the PATENTS. The assignor PARTY shall first have to serve notice on the other PARTY of its intention of disposing of the said rights, and inform it of the name and address of the potential assignee and about the financial conditions of the transfer. The other PARTY shall then hold a right of preemption for a period of 60 (sixty) days starting with receipt of the said notification. The other PARTY may reject the assignee only if it can reasonably show in writing, within a period of thirty (30) days starting with the notification, that a transfer to such an assignee would create a serious conflict with its articles of association, activities and/or assignments.

The procedures regarding transfer of the PATENTS to a third party must not in any case be more favourable than the ones proposed to the other PARTY.

- 6.2 In case of a transfer to a third party, the transfer agreement shall have to stipulate that the assignee undertakes to assume all obligations incumbent on the assignor under the present Contract

#### Article 7 - CONFIDENTIALITY

- 7.1 The PARTIES undertake to respect and to maintain strict confidentiality concerning all of the CONFIDENTIAL INFORMATION received from the other PARTY.
- 7.2 The PARTIES undertake to lay the same confidentiality obligation concerning the CONFIDENTIAL INFORMATION on their staffs and on any person attached to their service in any connection whatsoever.
- 7.3 The PARTIES undertake not to file any patent application and not to claim any other intellectual property title including the CONFIDENTIAL INFORMATION received from the other PARTY.
- 7.4 The confidentiality obligations incumbent on the PARTIES under the present Contract do not apply to the use or disclosure of CONFIDENTIAL INFORMATION with respect to which the PARTY receiving it can demonstrate:

---

CONFIDENTIAL



- 
- a) that it was disclosed after obtaining prior authorisation from the owner PARTY, or that the disclosure was made by the owner PARTY, or
  - b) that it was in the public domain at the time of its disclosure or that it was published or made available to the public, in any way whatsoever, without any action or fault on its part, or
  - c) that it was received legitimately from a third party without any violation of the present Contract, or
  - d) that on the date of its communication by the owner PARTY, it was already in possession of the said information, or
  - e) that its disclosure was required by application of a binding legal or regulatory provision or by application of a final court decision or of an arbitration award.
- 7.5 Under the present Contract the PARTIES agree that any disclosure to a third party of any CONFIDENTIAL INFORMATION whatsoever related to the invention protected by the PATENTS, particularly disclosure to a licensee or to a potential assignee, must be preceded by conclusion of a secrecy agreement the procedures and conditions of which must be similar to those of the present Article.
- 7.6 The present Article shall remain in effect for 5 (five) years following expiration or early cancellation of the present Contract.

#### Article 8 - INFRINGEMENT - VALIDITY OF THE PATENTS

- 8.1 In case of actions for infringement filed by a third party against the PATENTS, of declarations of nullity, or of infringement of the PATENTS by third party, the PARTIES shall consult each other to agree on the strategy to be followed.
- 8.2 In case no consensus can be found, each of the PARTIES may file alone and at its own expense the actions that appear appropriate to it, it being understood that in that case, the indemnities resulting from the said actions awarded by the court making the decision shall be the full and irrevocable property of the acting PARTY.
- 8.3 The PARTY that has not filed an action undertakes to provide all documents, powers of attorney or information that might be required by the PARTY filing the proceedings in connection with the above-mentioned actions.

---

CONFIDENTIAL

**Article 9 - CANCELLATION**

The present Contract shall be cancelled by right in case one of the PARTIES becomes the sole owner of all of the PATENTS, subject to the provisions of Article 2.3 concerning PATENTS 3 and 4.

**Article 10 - TRANSFER OF THE CONTRACT**

The present Contract is personal, non-transferable and non-assignable, subject to the stipulations of Article 6.

**Article 11 - WAIVER**

The fact that one of the PARTIES does not call on a shortcoming by the other PARTY in meeting any one whatsoever of the obligations mentioned in the present Contract may not be construed for the future as tantamount to a waiver of the obligation in question.

**Article 12 - APPLICABLE LAW - DISPUTE SETTLEMENT**

- 12.1 The present Contract is governed by the French laws, rules and regulations.
- 12.2 In case of difficulty in interpretation or at the time of execution of the present Contract, the PARTIES shall attempt to reach an amicable settlement of their dispute.
- 12.3 In case of persistent disagreement lasting for more than 3 (three) months, starting with the time of the initial notification concerning the dispute, it shall be taken to the competent French courts.
- 12.4 The present Article shall remain in effect notwithstanding the expiration or cancellation of the present Contract.

**Article 13 - INTEGRAL NATURE OF THE CONTRACT**

The present Contract expresses all of the PARTIES' obligations, and may be modified only by written agreement between the PARTIES. No general or specific conditions appearing in the documents sent or delivered by the PARTIES may be included in the present Contract.

---

CONFIDENTIAL

**Article 14 - NULLITY OF A CLAUSE**

If one or several stipulations of the present Contract are held to be invalid or declared to be such in application of a law, of a rule or regulation - and in particular of the law of the European Union - or following a final decision by a competent court, the other provisions shall retain all of their force and scope, and the PARTIES shall proceed without delay to make the required modifications with due observance, insofar as possible, of the agreement of their wills existing at the time of conclusion of the present Contract.

**Article 15 - TITLES**

In case of difficulties of interpretation between any one whatsoever of the titles appearing at the beginning of the clauses and any one whatsoever of the clauses, the titles shall be declared to be non-existent.

**Article 16 - ENTRY IN THE NATIONAL REGISTER OF PATENTS**

16.1 The PATENTS MANAGER shall enter the present Contract in the National Register of Patents kept by the National Institute of Industrial Property (INPI), and in the national patent registers kept by the National Offices of Industrial Property concerned by the PATENTS.

16.2 If necessary, the PATENTS MANAGER may be registered with the National Patents Office holding jurisdiction over the PATENTS.

16.3 The costs of the entries provided for in Articles 16.1 and 16.2 shall be considered as INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES.

**Article 17 - NOTIFICATIONS**

Any notification required under the present Contract shall be served by registered letter with receipt on the PARTY concerned at the following address:

For the CNRS:

CNRS

Delegation Aux Entreprises

3, rue Michel-Ange

75794 PARIS Cedex 16

For UNIVERSITE PARIS VII:

Université Paris VII - Denis Diderot

Présidence - BVRI

2 place Jussieu

75251 PARIS cedex 05

---

CONFIDENTIAL

**Article 18 - TERM**

The present Contract shall be effective retroactively to its EFFECTIVE DATE, and shall remain in effect, in the absence of early cancellation, until the expiration or abandonment of the last of the PATENTS.

Signed in 2 (two) originals, established in French, including 1 (one) for each PARTY.

Signed in  
On 9 MARCH 2006

(signature)

**Marc J. LEDOUX**

(Round seal of the CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE)

Mr Arnold MIGUS  
Managing Director of the CNRS

Signed in Paris  
On 21 FEBRUARY 2006  
The President of the Université  
Paris 7 - Denis Diderot  
(signature)

**Benoît EURIN**

Mr Benoît EURIN  
President of UNIVERSITE PARIS VII  
(Round seal of Université Paris 7)

CONFIDENTIAL